



17A002F

Communiqué de presse FGTB – CSC- CGSLB

Bruxelles, le 24 février 2017

La sécurité sociale souffre de décisions politiques diminuant ses recettes

Les nouvelles estimations des recettes et des dépenses de la sécurité sociale pour 2016 et 2017 annoncent un déficit plus important que prévu en décembre 2016.

Ce déficit serait plus élevé de 641 millions € pour 2016 et de 532 millions € pour 2017.

Le problème se situe surtout du côté des recettes. En effet, par rapport aux prévisions antérieures, le financement alternatif de notre sécurité sociale serait en baisse, surtout à cause de la baisse des recettes du précompte mobilier : 102,4 millions € de moins en 2016 et 281,5 millions € de moins en 2017 !

Cela, alors que ce financement alternatif est nécessaire vu l'augmentation incessante des réductions de cotisations sociales accordées, notamment dans le cadre du tax shift décidé par le Gouvernement. Tax shift dont le coût brut est estimé à 2,059 milliards € pour 2017.

Les dépenses quant à elles sont stables. Les principales hausses résultent de l'indexation des allocations sociales qui aura lieu 3 mois plus tôt que prévu précédemment. Ceci résulte surtout d'une hausse du prix des services dans l'index (hausse plus importante que dans les autres pays), faute de contrôle – pourtant bien nécessaire – des prix de ces services.

En conclusion, les nouvelles estimations montrent surtout que ce dont la sécurité sociale a besoin, c'est d'un financement stable et de mécanismes assurant des recettes stables permettant de financer les besoins de la population. Le problème se situe au niveau des mécanismes de financement qui s'avèrent insatisfaisants actuellement pour couvrir les diminutions de recettes liées principalement aux réductions et exonérations de cotisations sociales accordées sans conditions.

Nous faisons donc un appel au Gouvernement pour qu'il prenne, à son tour, ses responsabilités et revoie fondamentalement son projet de loi de réforme du financement de la sécurité sociale qui ne garantit pas un financement stable de la sécu !

Car ce dont la sécurité sociale a besoin, c'est d'une dotation d'équilibre garantie qui compense un budget de la sécu en déficit ! C'est d'une dotation de l'État qui tienne compte des besoins d'une population vieillissante ! C'est d'un financement alternatif qui compense tous types de diminutions de cotisations sociales !

C'est une question de volonté politique, car la richesse produite en Belgique augmente suffisamment pour trouver des sources de financement innovantes et durables, notamment par le biais **d'une fiscalité juste et équitable.**

C'est indispensable, afin de permettre à la sécurité sociale de contribuer de manière pérenne à une bonne protection sociale pour tous, et plus largement à la cohésion sociale et au bien-être.